

Synthèse (base d'un manifeste) du FORUM du 13 juin 2015

Atelier 1 : Accès à la terre

Le problème majeur de notre agriculture est que la surface agricole globale est progressivement utilisée pour d'autres activités ou investissements (routes, logements, zoning, golf...). Aujourd'hui sources de spéculation, les terres agricoles sont devenues difficilement accessibles aux nouveaux agriculteurs. D'anciens propriétaires souhaitent garder leurs terres, mais n'ont plus la force de s'en occuper dans leur entièreté; tandis que d'autres, plus jeunes, ne peuvent en acquérir car les terrains sont devenus trop chers. La mise en lien des uns et des autres apporterait des solutions, selon les besoins spécifiques, tout en les distinguant. De même, il faudrait éviter d'appliquer un traitement égal ou mettre en compétition la petite paysannerie et les gros agriculteurs.

Pour garantir notre souveraineté alimentaire à l'échelle locale, se posent donc les questions de la conservation des terres, de la reprise des fermes et de l'installation de nouveaux agriculteurs.

La conservation des terres nécessaires à notre alimentation, à un niveau local, représenterait un premier 'pilier' du statut de « la terre protégée », en tant que 'bien commun'. Pour le soustraire à la spéculation, il nécessite un encadrement légal de sa gestion.

L'intérêt de tous les citoyens réside dans la non-exclusion des agriculteurs, la liaison de l'univers citadin et du monde rural. Ces changements se fondent sur le double principe de la conservation de la nature et de la solidarité. Producteurs et consommateurs peuvent inter-agir ensemble, à plusieurs niveaux.

Les domaines d'actions sont multiples : stimuler la coopérative foncière par l'achat collectif, créer de nouveaux modes de cession du droit d'usage des terres (l'emphytéose), lutter contre la spéculation, redistribuer les terres grâce à la pratique d'achats publics, exploiter les terrains 'inexploitables' par les grands, viser stratégiquement les terres péri-urbaines collectivement...

Plus d'infos sur ce sujet : [HTTPS://NATPROCONSUMMATEURS.FILES.WORDPRESS.COM/2014/07/5-RAPPORT-ACCC3A8S-C3A0-LA-TERRE-OK.PDF](https://natproconsommateurs.files.wordpress.com/2014/07/5-rapport-accc3a8s-c3a0-la-terre-ok.pdf)

Atelier 2 : Alimentation et Santé

Notre alimentation a une influence directe sur notre santé. La base d'une alimentation saine est l'éducation : celle-ci pourrait débiter dès l'école maternelle. Découvrir que l'argent ne se mange pas..., pouvoir « mettre un visage » sur mon alimentation, connaître le goût des saveurs naturelles... tout un

monde de découvertes ! Pour ce faire, il paraît nécessaire de sensibiliser les personnes habilitées dans les domaines de la restauration, de l'enseignement, et dans les administrations concernées, ainsi que les autorités communales.

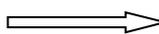
L'agriculture et l'alimentation devraient faire partie de la notion de « bien commun ». L'adoption d'une alimentation durable, saine, bio, sans gaspillage, pour soi et pour les collectivités, susciterait l'émergence d'une nouvelle « culture alimentaire ». La mise en liens d'initiatives locales, ainsi que d'associations déjà opérationnelles dans ce secteur, pourrait aboutir à cerner une politique environnementale alimentaire (souveraineté alimentaire, potagers et composts dans les espaces verts et les jardins,...).

Créer une culture végétal – local – le « vrai bio », changerait les perspectives ; cela diminuerait l'influence de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution. Le respect du « bien-être animal », dans l'élevage, permettrait de changer son rapport à la consommation de viande, sans jugement. Le secteur « alimentation » retrouverait sa juste place dans l'environnement proche, par l'accessibilité et la proximité.

Alimentation durable et santé durable reposent, entre autres, sur l'autonomie alimentaire et la sobriété, mais surtout sur « le bon sens ». Le besoin de pouvoir faire confiance à ce que l'on mange amène à mieux cerner ce qui va vraiment nous nourrir.

Pourquoi ne pas nous inspirer de la politique du bon sens menée au Brésil (depuis janvier 2015), par rapport à l'alimentation, basée (entre autre) sur la capacité à faire la différence entre :

over processed food / processed food / fresh food / organically grown fresh food / wild food,

Qu'est ce qui va vraiment me nourrir 

- Fish stick ?.....thon en boîte ?...cabillaud frais ?...poisson issu d'un petit village de pêcheurs en Bretagne ?
- Poudre de pêche pour faire du jus ? / pêche en boîte ? / pêche fraîche de saison ? / pêche d'un vieux verger sans pesticides ?
- Pain carré blanc sous cellophane ? / pain frais industriel ? / pain artisanal ? / pain bio fait maison ?

Atelier 3 : « Quand la culture repense l'agriculture »

Les questions inhérentes à la culture et à l'agriculture suscitent un intérêt grandissant. Ainsi : la pièce de théâtre « Nourrir l'humanité c'est un métier », qui a « tourné » dans la Région Wallonne, a permis d'inviter producteurs et consommateurs à se rencontrer après la représentation, et a été vue par près de 14.000 personnes en moins de 2 ans !

En recréant du lien avec le monde rural par *l'art*, cette initiative vise à changer notre manière de « penser la culture » ; elle favorise une nouvelle dynamique de solidarité, de proximité.

Car la culture, en imprégnant chacun de nous, joue un rôle essentiel sur le comportement. C'est elle, souvent, qui permet d'adopter de nouvelles habitudes ; c'est elle aussi qui est à l'œuvre dans le changement de paradigme actuel.

Les multiples domaines culturels (musique, théâtre, danse, poésie et écriture,...), en s'alliant, fécondent des actions en lien avec la vie des fermes et des champs.

oo

Propositions concrètes d'actions :

- La musique engagée, les émissions de radio, le 'travail sur la mémoire' diffusent de nouveaux 'messages' sur l'agriculture.
- Travailler en commun dans une ferme (p.ex. chaque vendredi) / suggestion de 'Fermes ouvertes'
- Projets en lien avec 'la politique communal' :
 - > Développer un jardinet, un potager près de l'Hôtel de Ville ;
 - > Planter des arbres fruitiers dans les rues de la commune ;
 - > Dans les écoles, diffuser des infos sur le contenu des 'boîtes à tartines' ;
 - > Centres de réinsertion qui passent par l'agriculture ;
 - > Favoriser les échanges entre voisins : papotes, partage de soupes, ... ;

Atelier 4 : Coopératives et changement

Les pratiques coopératives apportent de réelles possibilités de changement sur bien des plans : les systèmes de valeurs, la solidarité mutuelle, le projet agricole, la pérennité.

Basées sur le partage, les échanges, la mutualisation, la mise en réseaux, les coopératives peuvent émarger de l'esprit de compétition, créant simultanément un rapport de forces pour faire changer les lois. Ce réseau de pratiques innovantes, issues de l'expérience, nécessite un statut juridique neuf, des expertises inédites, en lien avec sa dimension politique.

S'appliquant à la fois : au foncier (bail emphytéotique), à la production (multiples alternatives), à l'aide sociale (la monnaie complémentaire, notamment), les pratiques coopératives décroissent et décentralisent en réhabilitant le rôle des acteurs divers.

Une coopérative permet d'allier en son sein, sous le même statut, producteurs, distributeurs et consommateurs : **elle permet une réelle responsabilité partagée.**

oo

Propositions :

- Résistance au capitalisme par une logique économique alternative :

> Rencontre de l'offre des producteurs/ transformateurs et de la demande réelle des citoyens

> Créer un mouvement de participation (éducation populaire), solidarité mutuelle, dignité retrouvée, renforcement de ce qui existe (engagement)

> Redistribution équilibrée : sortir de 'croître' (des fermes toujours plus grandes) pour aller vers 'multiplier' (multiplier les projets de petite taille, à taille humaine incorporés dans le maillage péri urbains)

> Mixité des publics : tout le monde est coopérateur

- Coopérer = sortir de la compétitivité, être poussé à expérimenter /à être co-responsable

- Quid de la résistance face aux « freins financiers » :
 - > Bail emphytéotique : diminue le prix des terrains
 - > Pré-pérenniser un projet agricole (confier le foncier à ‘Terre-en-Vue’)

Atelier 5 : Tous producteurs

Le droit de se nourrir étant aussi fondamental que celui de respirer ou de donner la vie, connaître et acquérir un minimum d'autonomie dans ce domaine devrait redevenir une priorité.

Se nourrir de tout ce qu'offre la nature, la terre, nous garde connectés aux cycles de la vie, et à la réalité du travail de production alimentaire. Beaucoup souhaitent de la proximité, de la convivialité et du partage ; cependant, le respect et la dignité envers les producteurs et la terre sont souvent absents à divers niveaux. Une re-valorisation des métiers de la terre est indispensable.

L'autonomie alimentaire d'une région implique que tous (producteurs et consommateurs/ co-créateurs) soient responsables d'une production ajustée, cohérente, soutenant le zéro déchets et le juste prix. Cela suggère un nouveau rapport au travail qui promeut l'intégration des personnes, l'émergence de lieux pédagogiques, la possibilité d'expérimentations scientifiques et la création d'« éco-oasis ».

oo

- Être connecté à la vie, à la terre : une vie plus simple
- Circuits courts, locaux : gestion en cycles, en boucles
- Restaurer le collectif, la convivialité :
 - > Réapprendre le don, le partage, la proximité,
 - > Un nouveau rapport au travail (désaliénation, ici et maintenant)
- Beauté et santé
- La révolution commence sur son balcon et/ou dans sa cuisine

- Se créer des alliés dans la politique locale, projet communal comme exemple pour les citoyens (potagers collectifs, cantines d'école communales...)

Atelier 6 : Quand les institutions collaborent

Le rôle du politique étant de stimuler les acteurs économiques et la société civile, les nouvelles mutations sur le plan de la production agricole, sur un long terme, ne peuvent être effectives qu'avec l'implication institutionnelle.

L'intervention adéquate des institutions permet de positionner une véritable démocratie de partenariat, où la société civile peut innover dans les domaines des technologies, de l'emploi, de l'enseignement, la santé, l'environnement, la production agricole, etc.

Le secteur de l'agriculture est un exemple-type de « réseau » appelant à l'interconnectivité, à la transversalité, via des « pôles de référence » par thématique, par région. L'implication des institutions universitaires et de recherche, des organes de communication, peut également jouer son rôle dans cette mouvance de changement de paradigme (Voir l'expérience, en France, de « la Bio Vallée de la Drôme », financée par la région Rhône et Alpes).

oo

Suggestions :

- Ré-inventer le politique
 - > Faciliter l'émergence des initiatives
 - > Enlever les obstacles
 - Tous partenaires d'innovations
- Former, questionner, faire évoluer les perceptions
- Question centrale : quelle est la vision politique de l'agriculture en BW aujourd'hui ?

Atelier 7 : Agriculture péri-urbaine et métiers de l'alimentation durable

Retrouver un minimum de souveraineté alimentaire devient primordial en ce temps de 'crise généralisée'. S'interroger sur la chaîne production / transformation / approvisionnement s'avère nécessaire. Nous devons nous soucier de l'urgente limitation liée à notre dépendance aux énergies fossiles. Plus loin encore : s'interroger sur les étapes de transition vers des systèmes alimentaires résilients, équitables et soutenables représente un vrai challenge. Pour les produits de l'élevage comme pour le maraîchage, les prix au client devraient inclure la main d'œuvre, les frais de production et la marge minimale du producteur : question d'équité et de transparence, retrouver la transparence du prix juste.

Il faut éduquer chacun au coût réel et à la valeur du travail qui se trouve derrière la production alimentaire, pour qu'au monopole des circuits des supermarchés (liés à l'agro-industrie) s'oppose la production diversifiée et variée des petits producteurs locaux. En outre, la proximité, permet une fréquence des livraisons préservant la fraîcheur et le goût des aliments.

Suggestion :

L'éducation au goût et aux savoirs culinaires seraient à développer, dans une dynamique de partage et de respect de la qualité alimentaire des produits de base. (le projet de la Halle de Han qui intègre en son lieu une formation à l'Horeca avec les produits du terroir est un magnifique exemple d'intégration de l'alimentation de proximité).

Atelier 8 : Distribution et accessibilité

Pour faciliter la transition vers des systèmes alimentaires résilients, équitables et soutenables, les formes d'accessibilité à l'alimentation doivent être simplifiées, transformées, pour devenir sources créatrices de liens, de sens, de transparence et de justice équitable.

De la réappropriation des terres et des savoir-faire pour se nourrir localement pourrait émerger un modèle de distribution appartenant aussi aux petits producteurs et artisans (coopérative incluant les 2 partis). Ce système décentralisé favoriserait la diminution des écarts de richesse (gros supermarchés et petits détaillants) et la mise en réseau des « petits savoirs ». De cette manière : solidarité, entraide et partage soutiendraient la prise de conscience que chacun peut devenir « acteur » dans une dynamique positive de changement (Ex. : les GASAP, la Bees coop, Paysans-artisans...).

Autres idées clés :

- Favoriser le développement de projets : inclure tous les publics, faire ensemble (solidarité, partage, optimisation des ressources)
- Soutenir l'agriculture bio traditionnelle, sans subvention (autonomie financière) pour ne pas devoir grandir tout le temps pour répondre aux normes de la PAC, et autres.
- Décloisonner / accompagner plutôt qu'imposer :
 - Du + petit : prise de conscience individuelle qu' « aucun achat n'est anodin »
 - Au plus grand : « pour un accès universel à l'alimentation saine »